

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

[S - C - 29244]

F. 96 — 1863

COMMUNAUTE FRANÇAISE

15 AVRIL 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant certaines dispositions statutaires applicables au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 3, § 1er, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'article 5, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964 et modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1990, l'article 17, § 1er, F, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 13 juin 1990 et modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1991, l'article 20, alinéa 1er, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, l'intitulé de la section III du chapitre II du titre premier de la partie III, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'article 25, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, l'article 28 ter, § 4, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985, l'intitulé de la section III du chapitre III du titre premier de la partie III, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964 et modifié par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, l'article 34, § 2, alinéa 1er, inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982 et modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1983, l'article 39, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1989, l'article 47, modifié par l'arrêté royal du 1er mars 1985, l'article 78, § 1er, alinéa 1er, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1985, l'article 83, alinéa 5, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 1990 et l'annexe 1 modifiée par l'arrêté royal du 25 octobre 1991;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 1er modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'article 8, alinéa 1er, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'article 24 modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'article 29 modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 28 octobre 1988 et 31 juillet 1991, l'article 33, § 2, inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, l'article 67, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, notamment l'article 2, l'article 3 et le tableau y annexé;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, notamment l'article 9, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972 et 12 août 1981, l'article 10, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972, 19 mars 1985, 7 mars 1989 et 18 décembre 1989, les articles 11 et 12, l'article 13, modifié par l'arrêté royal du 6 septembre 1971 et l'article 14;

Vu l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 janvier 1992 portant règlement pour la nomination aux grades des deuxième, troisième et quatrième niveaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, modifiée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 octobre 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales, notamment l'article 2, l'article 3, 1°, l'article 4 et l'annexe;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 juillet 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des Services de l'Exécutif et de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 1er;

Vu le protocole n° 123 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 27 juin 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 avril 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 30 novembre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 2 avril 1996,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Modifications de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat

Article 1er. L'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Les agents des Services du Gouvernement sont nommés à des grades dont la hiérarchie comprend cinq niveaux répartis en rangs dont le nombre est fixé par le Gouvernement".

Art. 2. Dans l'article 5, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964 et modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1990, les mots "des niveaux 2, 3 ou 4" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+, 2, 3 ou 4".

Art. 3. Dans l'article 17, § 1er, F, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964 et modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1991 les mots "du niveau 2" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+ et 2".

Art. 4. Dans l'article 20, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, le nombre 26 est inséré entre le nombre 10 et le nombre 20.

Art. 5. L'intitulé de la section III du chapitre II du titre premier de la partie III du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964, est remplacé par l'intitulé suivant : "Des concours de recrutement pour les candidats aux niveaux 2+, 2, 3 et 4".

Art. 6. Dans l'article 25 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, les mots "aux niveaux 2, 3 ou 4" sont remplacés par les mots "aux niveaux 2+, 2, 3 ou 4".

Art. 7. Dans l'article 28ter, § 4, du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985, les mots "des niveaux 2, 3 et 4" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+, 2, 3 et 4".

Art. 8. L'intitulé de la section III du chapitre III du titre premier de la partie III du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964 et modifié par l'arrêté royal du 18 novembre 1982 est remplacé par l'intitulé suivant : "Du stage des candidats aux niveaux 2+, 2, 3 et 4 et de leur admission en qualité d'agent des Services du Gouvernement".

Art. 9. Dans l'article 34, § 2, alinéa 1er, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982 et modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1983, les mots "pour le niveau 2" sont remplacés par les mots "pour le niveau 2+ et 2".

Art. 10. Dans l'article 39 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1989, les mots "des niveaux 2, 3 et 4" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+, 2, 3 et 4".

Art. 11. Dans l'article 47 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er mars 1985, les mots "des niveaux 2, 3 et 4" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+, 2, 3 et 4".

Art. 12. Dans l'article 78, § 1er, alinéa 1er, du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 25 février 1985 et modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1994, les mots "des niveaux 4, 3 et 2" sont remplacés par les mots "des niveaux 4, 3, 2 et 2+".

Art. 13. Dans l'article 83, alinéa 5, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964 et modifié par les arrêtés royaux du 12 novembre 1990 et du 20 novembre 1990, les mots "des niveaux 2, 3 et 4" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+, 2, 3 et 4".

Art. 14. L'annexe 1 du même arrêté, modifiée par l'arrêté royal du 25 octobre 1991, est remplacée par l'annexe suivante :

"Annexe 1 à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Les diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission dans les Services du Gouvernement sont, selon les niveaux, les suivants :

Niveau 1

- a) diplômes légaux des grades académiques de licencié, docteur, pharmacien, ingénieur ou agrégé;
- b) les autres diplômes de licencié, docteur, pharmacien, ingénieur ou agrégé, délivrés conformément à la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, ou par les établissements y assimilés par la loi ou par le décret, si les études ont comporté au moins quatre années, même si une partie de ces études n'a pas été accomplie dans un des établissements d'enseignement précités;
- c) diplômes de licencié en sciences commerciales, avec ou sans qualification complémentaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales, d'ingénieur commercial, de licencié en sciences administratives, de licencié-traducteur, de licencié-interprète, de licencié en sciences nautiques, d'ingénieur industriel ou d'architecte, délivrés conformément à la même loi, par un établissement d'enseignement supérieur de type long, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés ou par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés;

d) certificat délivré à ceux qui ont terminé avec fruit les études de la section polytechnique ou de la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire et qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou celui de licencié, avec la qualification déterminée par le Roi, en vertu de la même loi.

Niveau 1 (mesures transitoires)

- a) diplôme de licencié en sciences politiques, en sciences sociales, en sciences administratives et en sciences commerciales, couronnant des études commencées avant le 1er octobre 1943 et qui ont comporté au moins un cycle de trois années;
- b) diplôme délivré par l'Université coloniale de Belgique à Anvers ou diplôme de licencié délivré par l'Institut universitaire des Territoires d'Outre-Mer à Anvers, si les études ont comporté au moins quatre années;
- c) diplôme de licencié en sciences commerciales, avec ou sans qualification complémentaire, d'ingénieur commercial, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales, de licencié-traducteur ou de licencié-interprète, délivré conformément à la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, par des établissements d'enseignement technique supérieur du troisième degré, ou par des établissements d'enseignement technique - classés comme instituts supérieurs de commerce A5 - ou par un jury d'examen institué par l'Etat;

d) diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle de cinq ans par la section de sciences administratives de l'Institut d'enseignement supérieur Lucien Cooremans à Bruxelles ou du "Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen" à Bruxelles ou par le "Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen" à Anvers.

Niveau 2+

- a) certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle supérieur;
- b) diplôme de géomètre-expert immobilier;
- c) diplôme de géomètre des mines;
- d) diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, délivré par un établissement, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés, ou par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés;
- e) diplôme ou certificat de candidature délivré après un cycle d'au moins deux années d'études, conformément à la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, soit par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, les établissements y assimilés par la loi ou les établissements d'enseignement supérieur de type long, créés, subventionnés ou reconnus par l'Etat ou l'une des Communautés, soit par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés;
- f) diplôme d'ingénieur technicien délivré après des cours supérieurs techniques du deuxième degré;
- g) diplôme d'une section classée dans l'enseignement supérieur économique ou supérieur social de type court et de promotion sociale, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés;

h) certificat attestant la réussite des deux premières années d'études de la section polytechnique ou de la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire;

i) diplôme d'enseignement artistique ou technique supérieur du 3e, du 2e et du 1er degré délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés.

Niveau 2+ (mesures transitoires)

a) diplôme délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par l'Université coloniale de Belgique à Anvers ou diplôme de candidature délivré par l'Institut universitaire des Territoires d'Outre-Mer à Anvers;

b) diplôme de candidature délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par une école d'enseignement technique supérieur du troisième degré ou par des établissements d'enseignement technique, classés comme instituts supérieurs de commerce dans la catégorie A5;

c) diplôme de conducteur civil délivré par une université belge;

d) diplôme d'ingénieur technicien délivré par une école supérieure technique du deuxième degré;

e) diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'instituteur primaire, d'institutrice primaire ou d'institutrice gardienne;

f) diplôme de gradué en sciences agronomiques, délivré conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté royal du 31 octobre 1934 fixant les conditions de collation des diplômes d'ingénieur agronome, d'ingénieur chimiste agricole, d'ingénieur des eaux et forêts, d'ingénieur agronome colonial, d'ingénieur horticulteur, d'ingénieur du génie rural, d'ingénieur des industries agricoles, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1936;

g) diplôme délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur du premier degré et de plein exercice, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat;

h) diplôme délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et classé dans l'une des catégories suivantes : A1, A6/A1, A7/A1, C1/A1, A8/A1, A1/D, A2An, C1/D, C5/C1/D, C1/An ou par un jury d'Etat;

i) diplôme délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes, par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B1, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui, lors de l'admission, exige un diplôme d'études secondaires supérieures complètes ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé ou un diplôme d'une section classée en catégorie B3/B2, délivré par un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui lors de l'admission exige un diplôme d'études secondaires inférieures ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé.

Niveau 2

a) certificat d'enseignement secondaire supérieur homologué ou délivré par le jury d'Etat ou l'une des Communautés pour l'enseignement secondaire;

b) diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, homologué ou délivré par le jury d'Etat ou de l'une des Communautés pour l'enseignement secondaire;

c) diplôme délivré à la suite de l'examen prévu à l'article 3 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949;

d) brevet d'hospitalier ou d'hospitalière ou d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers ou d'infirmier ou d'infirmière délivré, soit par une section de nursing créée, subventionnée ou reconnue par l'Etat dans la catégorie des écoles professionnelles complémentaires soit par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés;

e) diplôme, certificat d'études ou attestation de fréquentation avec fruit de la sixième année d'enseignement général, technique artistique ou professionnel secondaire de plein exercice, délivré par un établissement subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés;

f) certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle secondaire supérieur;

g) diplôme d'une section appartenant au groupe commerce, administration et organisation d'un cours technique secondaire supérieur d'un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés, délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes.

Niveau 2 (mesures transitoires)

a) certificat délivré à la suite d'une des épreuves préparatoires prévues aux articles 10, 10bis et 12 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles que ces dispositions existaient avant le 8 juin 1964;

b) diplôme ou certificat de l'enseignement moyen supérieur, homologué ou délivré par le jury d'examens de l'Etat pour l'enseignement moyen supérieur;

c) diplôme agréé de fin d'études moyennes du degré supérieur (section commerciale);

d) diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement moyen supérieur obtenu avec fruit;

e) diplôme homologué d'école technique secondaire supérieure ou certificat de fin d'études d'école technique secondaire supérieure délivré après un cycle de trois années d'études secondaires supérieures, avec fruit, par un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou diplôme d'école technique secondaire supérieure délivré par le jury d'Etat;

f) diplôme ou certificat de fin d'études d'école technique secondaire supérieure - anciennes catégories A2, A6/A2, A6/C1/A2, A7/A2, A8/A2, A2A, C1, C1A, C5/C1, C1/A2 - délivré après un cycle de trois années d'études secondaires supérieures, avec fruit, par un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury de l'enseignement secondaire;

g) diplôme homologué d'enseignement artistique secondaire supérieur de plein exercice délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 février 1971 fixant l'équivalence du niveau des études des établissements d'enseignement artistique à celui de l'école technique secondaire supérieure et déterminant les conditions dans lesquelles les diplômes sont délivrés et de l'arrêté royal du 25 juin 1976 réglant les études de certaines sections secondaires supérieures des établissements d'enseignement artistique de plein exercice;

h) diplôme, certificat de fin d'études, brevet ou attestation d'études de la sixième année de l'enseignement artistique ou professionnel secondaire supérieur de plein exercice, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

i) brevet ou certificat de fin d'études délivré après la fréquentation du cycle secondaire supérieur d'une section professionnelle d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et classé dans l'une des catégories A4, C3, C2, C5;

j) diplôme délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes, par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B1, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

k) diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B2, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui lors de l'admission exige un diplôme d'études secondaires inférieures ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé.

Niveau 3

a) certificat homologué d'études secondaires inférieures ou certificat équivalent délivré par un jury d'examens constitué par le gouvernement;

b) diplôme attestant que le premier examen technique pour l'obtention du titre de géomètre-expert immobilier a été subi avec fruit;

c) certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle secondaire inférieur;

d) diplôme, certificat ou attestation constatant la fréquentation avec fruit de la troisième année d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice, délivré par un établissement subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés;

e) diplôme d'une section appartenant au groupe commerce, administration et organisation d'un cours technique secondaire inférieur d'un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat, délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes.

Sont également admis par mesure transitoire :

a) diplôme d'études constatant la fréquentation avec fruit des deux premières années d'études normales primaires entreprises sous le régime en vigueur au 31 août 1957;

b) diplôme ou certificat d'études constatant la fréquentation avec fruit de la troisième année de l'enseignement moyen terminée avant l'année scolaire 1965-1966, dans un établissement d'enseignement moyen, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

c) diplôme, certificat ou attestation constatant la fréquentation avec fruit de la troisième année d'études dans une école technique ou dans une section technique annexée à une école moyenne créée, subventionnée ou reconnue par l'Etat et classée dans l'une des catégories suivantes : A3, A6/A3, A6/C1/A3, A7/A3, C1, C3/C1, C2Aa;

d) certificat d'études, avec fruit, de l'école professionnelle secondaire inférieure délivrée par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

e) brevet ou certificat de fin d'études délivré après la fréquentation du cycle inférieur d'une section professionnelle d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et classés dans l'une des catégories A4, C3, C2, C5;

f) diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B2, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

Les conditions de diplôme et de certificat d'études requises pour la présentation au concours de recrutement de niveau 3 ne sont pas requises pour les agents du niveau 4.

Niveau 4

Aucune condition de diplôme ou de certificat d'études n'est requise.

..

Sont admis également les diplômes et certificats d'études obtenus selon un régime étranger qui, en vertu de traités ou de conventions internationales ou en application de la procédure d'octroi de l'équivalence prévue par la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, sont déclarés équivalents à l'un des diplômes ou certificats d'études visés dans la présente liste.

Art. 15. A partir du 1er décembre 1994, l'annexe 1 du même arrêté, modifiée par l'article 14 du présent arrêté, est remplacée par l'annexe suivante :

"Annexe 1 à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

CHAPITRE 1er

Les diplômes et certificats pris en considération pour l'admission dans les administrations de l'Etat selon les niveaux, sont les suivants :

Niveau 1

1° Diplômes de :

- licencié
- docteur
- pharmacien
- agrégé
- ingénieur civil
- ingénieur agronome
- ingénieur chimiste et des industries agricoles
- ingénieur commercial
- ingénieur civil architecte
- ingénieur biologiste
- médecin
- dentiste
- vétérinaire

délivrés par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, ou par les établissements y assimilés par la loi ou le décret si les études ont comporté au moins quatre années, même si une partie de ces études n'a pas été accomplie dans un des établissements d'enseignement précités ou par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

2° Diplômes de :

- licencié en sciences commerciales
- agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales
- ingénieur commercial
- licencié en sciences administratives
- licencié traducteur
- licencié interprète
- licencié en sciences nautiques
- ingénieur industriel
- architecte
- licencié en communication appliquée

délivrés par un établissement d'enseignement supérieur de type long, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés ou par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

3° Diplômes de :

- architecte d'intérieur
- licencié en recherche et développement
- maître en musique ou en arts plastiques ou en art dramatique ou en arts audio-visuels

délivrés par un établissement d'enseignement supérieur de type long, créé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par un jury d'examen institué par cette Communauté.

4° Certificat délivré à ceux qui ont terminé les études de la section polytechnique ou de la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire et qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou celui de licencié, avec la qualification déterminée par le Roi, en vertu de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur.

Niveau 1 (mesures transitoires)

1° Diplôme délivré par l'Université coloniale de Belgique à Anvers ou diplôme de licencié délivré par l'Institut universitaire des Territoires d'Outre-Mer à Anvers, si les études ont comporté au moins quatre années.

2° Diplômes de :

- licencié en sciences commerciales
- d'ingénieur commercial
- d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales
- de licencié traducteur
- de licencié interprète

délivré par des établissements d'enseignement technique supérieur du troisième degré, ou par des établissements d'enseignement technique classés comme instituts supérieurs de commerce A5 - ou par un jury d'examen institué par l'Etat.

3° Diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle de cinq ans par :

- la section de sciences administratives de l'Institut d'enseignement supérieur Lucien Cooremans à Bruxelles,
- le "Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen" à Bruxelles,
- le "Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen" à Anvers.

Niveau 2 +

1° Certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle supérieur.

2° Diplôme de géomètre-expert immobilier;

3° Diplôme de géomètre des mines;

4° Diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés ou par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

5° Diplôme ou certificat de candidature délivrés après un cycle d'au moins deux années d'études, soit par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, les établissements y assimilés par la loi ou les établissements d'enseignement supérieur de type long, créés, subventionnés ou reconnus par l'Etat ou l'une des Communautés soit par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

6° Diplôme d'ingénieur technicien délivré après des cours supérieurs techniques du deuxième degré.

7° Diplôme d'une section classée dans l'enseignement supérieur économique ou supérieur social de type court et de promotion sociale ou de l'enseignement artistique ou technique supérieur du 3e, 2e ou 1er degré délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés.

8° Certificat attestant la réussite des deux premières années d'études de la section polytechnique ou de la section « Toutes Armes » de l'Ecole royale militaire.

Niveau 2 + (mesures transitoires)

1° Diplôme délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par l'Université coloniale de Belgique à Anvers ou diplôme de candidature délivré par l'Institut universitaire des Territoires d'Outre-Mer à Anvers.

2° Diplôme de candidature délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par une école d'enseignement technique supérieur du troisième degré ou par des établissements d'enseignement technique, classés comme instituts supérieurs de commerce dans la catégorie A5.

3° Diplôme de conducteur civil délivré par une université belge.

4° Diplôme d'ingénieur technicien délivré par une école supérieure technique du deuxième degré.

5° Diplôme :

- d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur
- d'institutrice primaire
- d'institutrice primaire
- d'institutrice gardienne.

6° Diplôme de gradué en sciences agronomiques, délivré conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté royal du 31 octobre 1934 fixant les conditions de collation des diplômes d'ingénieur agronome, d'ingénieur chimiste agricole, d'ingénieur des eaux et forêts, d'ingénieur agronome colonial, d'ingénieur horticole, d'ingénieur de génie rural, d'ingénieur des industries agricoles, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1936.

7° Diplôme délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur du premier degré et de plein exercice, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat.

8° Diplôme classé dans l'une des catégories suivantes : A1, A6/A1, A7/A1, C1/A1, A8/A1, A1/D, A2An, C1/D, C5/C1/D, C1/An délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat.

9° Diplôme classé dans la catégorie B3/B1 délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui, lors de l'admission, exige :

- ou un diplôme d'études secondaires supérieures complètes;
- ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé;
- ou un diplôme d'une section classée en catégorie B3/B2.

Niveau 2

1° Certificat d'enseignement secondaire supérieur ou diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, homologué ou délivré par le jury d'Etat ou de l'une des Communautés pour l'enseignement secondaire.

2° Diplôme délivré à la suite de l'examen prévu à l'article 5 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

3° Brevet :

- d'hospitalier ou d'hospitalière ou d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers;
- d'infirmier ou d'infirmière;

délivré soit par une section de nursing créée, subventionnée ou reconnue par l'Etat dans la catégorie des écoles professionnelles complémentaires soit par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

4° Diplôme, certificat d'études ou attestation de fréquentation avec fruit de la sixième année d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice, délivré par un établissement subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés.

5° Certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle secondaire supérieur.

6° Diplôme d'une section appartenant au groupe commerce, administration et organisation d'un cours technique secondaire supérieur d'un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés, délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes.

Niveau 2 (mesures transitoires)

1° Certificat délivré à la suite d'une des épreuves préparatoires prévues aux articles 10, 10bis et 12, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles que ces dispositions existaient avant le 8 juin 1964.

2° Diplôme ou certificat de l'enseignement moyen supérieur, homologué ou délivré par le jury d'Etat pour l'enseignement moyen supérieur.

3° Diplôme agréé de fin d'études moyennes du degré supérieur (section commerciale).

4° Diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement moyen supérieur obtenu avec fruit.

5° Diplôme homologué d'école technique secondaire supérieure ou certificat de fin d'études d'école technique secondaire supérieure délivré après un cycle de trois années d'études secondaires supérieures, avec fruit, par un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou diplôme d'école technique secondaire supérieure délivré par le jury d'Etat.

6° Diplôme ou certificat de fin d'études d'école technique secondaire supérieure - anciennes catégories A2, A6/A2, A6/C1/A2, A7/A2, A8/A2, A2A, C1, C1A, C5/C1, C1/A2 délivré après un cycle de trois années d'études secondaires supérieures, avec fruit, par un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat de l'enseignement secondaire.

7° Diplôme homologué d'enseignement artistique secondaire supérieur de plein exercice, délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 février 1971 fixant l'équivalence du niveau des études des établissements d'enseignement artistique à celui de l'école technique secondaire supérieure et déterminant les conditions dans lesquelles les diplômes sont délivrés et de l'arrêté royal du 25 juin 1976 réglant les études de certaines sections secondaires supérieures des établissements d'enseignement artistique de plein exercice.

8° Diplôme, certificat de fin d'études, brevet ou attestation d'études de la sixième année de l'enseignement artistique ou professionnel secondaire supérieur de plein exercice, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

9° Brevet ou certificat de fin d'études délivré après la fréquentation du cycle secondaire supérieur d'une section professionnelle d'un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et classé dans l'une des catégories A4, C3, C2, C5.

10° Diplôme délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B1, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

11° Diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B2 créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui, lors de l'admission, exige un diplôme d'études secondaires inférieures ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé.

Niveau 3 - Niveau 4

Aucun diplôme ou certificat d'études n'est requis.

CHAPITRE II

Sont admis également les diplômes et certificats d'études obtenus selon un régime étranger qui, en vertu de traités ou de conventions internationales ou en application de la procédure d'octroi de l'équivalence prévue par la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, sont déclarés équivalents à l'un des diplômes ou certificats d'études visés dans la présente liste."

CHAPITRE II

Modifications de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat

Art. 16. Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, les mots "ou dans les niveaux 2 ou 3" sont remplacés par les mots "ou dans les niveaux 2+, 2 et 3".

Art. 17. Dans l'article 8, alinéa 1er du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, les mots "et pour les agents du niveau 2" sont remplacés par les mots "et pour les agents des niveaux 2+ et 2".

Art. 18. Dans l'article 24 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, les mots "au niveau 2" sont remplacés par les mots "aux niveaux 2+ et 2".

Art. 19. Dans l'article 29 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 28 octobre 1988 et 31 juillet 1991 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : "Les concours d'accèsion au niveau supérieur sont organisés pour la promotion par accession à des grades des niveaux 1, 2+, 2 et 3, classés aux rangs 10, 26, 20 ou 30";

2° au § 2, alinéa 1er, 1°, les mots "du niveau 2" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+ et 2";

3° au § 2, alinéa 1er, 2°, les mots "des rangs 20 ou 30" sont remplacés par les mots "des rangs 26, 20 ou 30";

4° au § 2, alinéa 2, les mots "des rangs 10, 20 ou 30" sont remplacés par les mots "des rangs 10, 26, 20 ou 30".

Art. 20. Dans l'article 33, § 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "dans les niveaux 2, 3 ou 4" sont remplacés par les mots "dans les niveaux 2+, 2, 3 ou 4";

2° à l'alinéa 2, les nombres "29 et 28" sont insérés avant le nombre "25".

Art. 21. Dans l'article 67, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, les mots "des niveaux 2, 3 et 4" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+, 2, 3 et 4".

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal du 20 juillet 1964**relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat*

Art. 22. L'article 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 2. Les niveaux des grades que peuvent porter les agents des Services du Gouvernement sont numérotés comme suit : 1, 2+, 2, 3 et 4, le chiffre 1 étant attribué au niveau supérieur."

Art. 23. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5.

Le niveau 1 comprend huit rangs numérotés de 10 à 17;

Le niveau 2+ comprend quatre rangs numérotés de 26 à 29;

Le niveau 2 comprend six rangs numérotés de 20 à 25;

Le niveau 3 comprend cinq rangs numérotés comme suit : 30 et 32 à 35;

Le niveau 4 comprend cinq rangs, numérotés de 40 à 44.

Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé."

Art. 24. Au tableau annexé au même arrêté, sous l'intitulé "H. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A. Personnel administratif" sont apportées les modifications suivantes :

1° les grades suivants sont insérés :

au rang 26 : secrétaire de direction;

traducteur;

au rang 27 : secrétaire principal de direction;

traducteur de 1re classe;

au rang 28 : traducteur principal;

ingénieur technicien;

au rang 29 : traducteur-chef;

ingénieur technicien principal.

2° sous la rubrique "grades rayés", les grades suivants sont insérés :

au rang 21 : secrétaire de direction;

au rang 22 : secrétaire principal de direction;

traducteur;

au rang 23 : traducteur de 1re classe;

au rang 24 : traducteur principal;

ingénieur technicien;

au rang 25 : traducteur-chef;

ingénieur technicien principal.

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté royal du 20 juillet 1964
relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat*

Art. 25. L'article 9 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972 et 12 août 1981, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9. Les grades suivants sont créés :

au rang 26 : secrétaire de direction

au rang 27 : secrétaire principal de direction

Les grades suivants sont rayés :

au rang 21 : secrétaire de direction

au rang 22 : secrétaire principal de direction."

Art. 26. L'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972, 19 mars 1985, 7 mars 1989 et 18 décembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10. Le grade de secrétaire de direction est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement ou d'un concours d'accession au niveau supérieur.

Peuvent participer au concours de recrutement au grade de secrétaire de direction, les porteurs d'un :

- diplôme d'enseignement supérieur économique de type court et de plein exercice ou de promotion sociale délivré par un établissement, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés ou par un jury d'examen organisé par l'Etat ou l'une des Communautés;

- diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur section "commerce" ou d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (toutes sections) avec option complémentaire "économie" appartenant à l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice;

- diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur classé dans la catégorie A6/A1/D;

- diplôme délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur du premier degré et de plein exercice (section économique) créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat;

- diplôme délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat et classé dans la catégorie A6/A1;

- diplôme délivré après un cycle d'au moins 750 périodes par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B1, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui, lors de l'admission exige un diplôme d'études secondaires supérieures complètes ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé."

Art. 27. Les articles 11 et 12 du même arrêté sont abrogés.

Art. 28. L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 septembre 1971, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13. Les grades suivants sont créés :

au rang 26 : traducteur;

au rang 27 : traducteur de 1^{re} classe

au rang 28 : traducteur principal;

au rang 29 : traducteur-chef.

Les grades suivants sont rayés :

au rang 22 : traducteur;

au rang 23 : traducteur de 1^{re} classe;

au rang 24 : traducteur principal;

au rang 25 : traducteur-chef."

Art. 29. L'article 14 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 14. Le grade de traducteur est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement ou d'un examen d'accession au niveau supérieur."

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992
portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française
Ministère de la Culture et des Affaires sociales*

Art. 30. A l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales sous la rubrique "1° Personnel administratif", sont apportées les modifications suivantes :

1° : les grades suivants sont supprimés :

- rang 24 : - assistant en psychologie principal;

- rang 23 : - assistant en psychologie de 1^{re} classe;

- diététicien de 1^{re} classe;

- éducateur de 1^{re} classe;

- ergothérapeute de 1^{re} classe;

- logopède de 1^{re} classe;

- documentaliste principal;

- rang 22 : - assistant en psychologie;

- diététicien;

- éducateur;

- ergothérapeute;

- documentaliste.

2° les grades suivants sont insérés :

- rang 27 : - documentaliste principal;

- rang 26 : - documentaliste.

Art. 31. A l'article 3 du même arrêté, sous la rubrique "1° Personnel administratif", sont apportées les modifications suivantes :

1° Les grades et les échelles suivants sont supprimés :

- assistant en psychologie principal	24/6
- assistant en psychologie de 1re classe	23/6
- documentaliste principal	23/1
- diététicien de 1re classe	23/6
- éducateur de 1re classe	23/6
- ergothérapeute de 1re classe	23/6
- logopède de 1re classe	23/6
- assistant en psychologie	22/6
- documentaliste	22/4
- diététicien	22/6
- ergothérapeute	22/6
- logopède	22/6

2° entre les grades et échelles d'"inspecteur pour la culture" et de "gestionnaire des bâtiments" sont insérés les grades et échelles suivants :

- documentaliste principal	27/2
- documentaliste	26/4

Art. 32. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2 est supprimé.

2° au paragraphe 3, les grades suivants sont supprimés :

- assistant en psychologie	- assistant en psychologie de 1re classe
- documentaliste	- documentaliste principal
- diététicien	- diététicien de 1re classe
- éducateur	- éducateur de 1re classe
- ergothérapeute	- ergothérapeute de 1re classe
- logopède	- logopède de 1re classe

Art. 33. A l'annexe du même arrêté, sous l'intitulé "A. Personnel administratif" sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la rubrique "Niveau 2", les grades suivants sont supprimés :

- rang 25 : - chef de nursing;
- infirmier gradué en chef;
- traducteur-chef;
- ingénieur technicien principal;
- rang 24 : - assistant social en chef;
- délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse;
- infirmier en chef;
- infirmier gradué en chef adjoint;
- infirmier gradué A;
- assistant social principal;
- assistant en psychologie principal;
- délégué permanent principal à la protection de la jeunesse;
- diététicien principal;
- éducateur principal;
- ergothérapeute principal;
- infirmier gradué principal;
- kinésithérapeute principal;
- logopède principal;
- traducteur principal;
- ingénieur technicien;
- rang 23 : - infirmier gradué B;
- assistant social de 1re classe;
- assistant en psychologie de 1re classe;
- délégué permanent de 1re classe à la protection de la jeunesse;
- diététicien de 1re classe;
- éducateur de 1re classe;
- ergothérapeute de 1re classe;
- infirmier gradué de 1re classe;
- kinésithérapeute de 1re classe;
- logopède de 1re classe;
- documentaliste principal;

- rang 22 : - infirmier gradué C;
- assistant social;
- assistant en psychologie;
- délégué permanent à la protection de la jeunesse;
- diététicien;
- éducateur;
- ergothérapeute;
- infirmier gradué;
- kinésithérapeute;
- logopède;
- documentaliste;
- secrétaire principal de direction;
- laborantin;
- traducteur;

- rang 21 : - secrétaire de direction.

2° dans la rubrique "Niveau 3", les grades suivants sont supprimés :

- rang 35 : - hospitalier A;
- infirmier breveté A;
- rang 34 : - hospitalier B;
- infirmier breveté B.

Art. 34. A l'annexe du même arrêté, sous l'intitulé "A. Personnel administratif", sont apportées les modifications suivantes :

1° entre la rubrique "Niveau 1" et la rubrique "Niveau 2" est insérée une rubrique "Niveau 2+" rédigée comme suit :

*Grades donnant accès aux grades indiqués à la colonne 2 par :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7

Niveau 2 +

29	Traducteur-chef	-	Traducteur principal			
29	Chef de nursing	Infirmier gradué en chef R 29	A défaut de candidat pour le 3. Infirmier gradué A-R 28 Infirmier gradué en chef adjoint R 28			
29	Infirmier gradué en chef		Infirmier gradué en chef adjoint R 28			Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène
29	Ingénieur technicien principal		Ingénieur technicien			Arrêté royal du 14 février 1968 portant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat titulaires des grades d'architecte, de conducteur, d'ingénieur technicien ou de certains grades du personnel du contrôle et de surveillance des travaux.

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
28	Assistant social en chef	Assistant social principal R 28	-	-	-	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène
28	Délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse	Délégué permanent principal R 28	-	-	-	idem
28	Infirmier en chef	Infirmier gradué principal R 28	-	-	-	idem
28	Infirmier gradué en chef adjoint	Infirmier gradué A - R 28	-	-	-	idem
28	Infirmier gradué A	-	Infirmier gradué B - R 27	-	-	idem
28	Assistant social principal	-	Assistant social de 1re classe - R 27	-	-	idem
28	Assistant en psychologie principal	-	Assistant en psychologie de 1re classe - R 27	-	-	idem
28	Délégué permanent principal à la protection de la jeunesse	-	Délégué permanent de 1re classe - R 27	-	-	idem
28	Diététicien principal	-	Diététicien de 1re classe - R 27	-	-	idem
28	Educateur principal	-	Educateur de 1re classe - R 27	-	-	idem
28	Ergothérapeute principal	-	Ergothérapeute de 1re classe - R 27	-	-	idem
28	Infirmier gradué principal	-	Infirmier gradué de 1re classe - R 27	-	-	idem
28	Kinésithérapeute principal	-	Kinésithérapeute de 1re classe - R 27	-	-	idem
28	Logopède principal	-	Logopède de 1re classe - R 27	-	-	idem
28	Traducteur principal	-	Traducteur R 26	-	-	Carrière plane art. 15 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 précité.

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
28	Ingénieur technicien	-	-	-	Recrut.	Arrêté royal du 14 février 1968 portant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat titulaires des grades d'architecte, de conducteur, d'ingénieur technicien ou de certains grades du personnel du contrôle et de surveillance des travaux.
27	Infirmier gradué B	-	Infirmier gradué C R 26	-	-	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène
27	Assistant social de 1re classe	-	Assistant social R 26	-	-	idem
27	Assistant en psychologie de 1re classe	-	Assistant en psychologie R 26	-	-	idem
27	Délégué permanent de 1re classe à la protection de la jeunesse	-	Délégué permanent R 26 à la protection de la jeunesse	-	-	idem
27	Diététicien de 1re classe	-	Diététicien R 26	-	-	idem
27	Educateur de 1ère classe	-	Educateur R 26	-	-	idem
27	Ergothérapeute de 1ère classe	-	Ergothérapeute R26	-	-	idem
27	Infirmier gradué de 1re classe	-	Infirmier gradué R 26	-	-	idem
27	Kinésithérapeute de 1re classe	-	Kinésithérapeute R 26	-	-	idem
27	Logopède de 1ère classe	-	Logopède R 26	-	-	idem
27	Documentaliste principal	-	Documentaliste R 26	-	-	Carrière plane
27	Secrétaire principal de direction	-	Secrétaire de direction R 26	-	-	Carrière plane art. 10, § 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 précité.

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
26	Infirmier gradué C	-	-	-	Recrut.	Etre en possession d'un diplôme d'infirmier gradué visé à l'article 1er de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1960, 27 octobre 1961 et 24 décembre 1966, ou être habilité à porter l'un des titres d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée en application de l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957, précité.
26	Assistant social	-	-	-	Recrut.	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène. Pour le recrutement, le diplôme d'assistant social est exigé.
26	Assistant en psychologie	-	-	-	Recrut.	Etre en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur social de plein exercice, de type court ou d'un diplôme délivré antérieurement à la restructuration de l'enseignement technique par une école technique supérieure du premier degré ou par une école d'enseignement technique classée dans la catégorie A 1.

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
26	Délégué permanent à la protection de la jeunesse				Recrut.	<p>Pour le 3 et le 6 : Diplôme d'assistant social ou diplôme de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. - Licencié en sciences de l'éducation ou pédagogiques; - Licencié en psychologie ou en sciences psychologiques; - Licencié en psychologie appliquée; - Licencié en sciences psychologiques et pédagogiques; - Licencié en sciences psycho-pédagogiques; - Licencié en orientation et sélection professionnelles; 2. - Licencié en sciences sociales; - Licencié en sciences politiques et sociales (groupes sciences sociales); - Licencié en sociologie; - Licencié en communication sociale; - Licencié en sciences sociales du travail; - Licencié en sciences sociales appliquées aux pays en voie de développement; - Licencié en sciences économiques et sociales (orientation sciences sociales); 3. - Licencié en criminologie ou en sciences criminologiques; 4. - Infirmier gradué social ou infirmière graduée sociale visés à l'article 1er de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1960, 27 octobre 1961 et 24 décembre 1966 <p>Sont également admises les personnes qui sont habilitées à porter le titre d'infirmier gradué social ou d'infirmière graduée sociale en application de l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957 précité;</p>
	Délégué permanent à la protection de la jeunesse					

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
26	Dietéticien				Recrut.	5. - Conseiller social délivré par un établissement d'enseignement supérieur social de type court de plein exercice (antérieurement catégorie A1 ou enseignement technique supérieur du 1er degré); 6. - Assistant en psychologie délivré par un établissement d'enseignement supérieur du 1er degré; 7. - Educateur de l'enfance inadaptée ou gradué en orthopédagogie délivré par un établissement d'enseignement supérieur social ou pédagogique de type court de plein exercice (antérieurement catégorie A1 ou A1D).
26	Educateur				Recrut.	Etre en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur paramédical de plein exercice de type court ou d'un diplôme délivré antérieurement à la restructuration de l'enseignement technique par une école technique supérieure du premier degré ou par une école d'enseignement technique classé dans la catégorie A 1.
26	Ergothérapeute				Recrut.	Etre en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur paramédical de plein exercice de type court ou d'un diplôme délivré antérieurement à la restructuration de l'enseignement technique par une école technique supérieure du premier degré ou par une école d'enseignement technique classé dans la catégorie A 1.

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
26	Infirmier gradué	Infirmier gradué CR 26	-	-	Recrut.	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène
26	Kinésithérapeute	-	-	-	Recrut.	idem. Etre en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur paramédical de plein exercice de type court ou d'un diplôme délivré antérieurement à la restructuration de l'enseignement technique par une école technique supérieure du premier degré ou par une école d'enseignement technique classé dans la catégorie A 1.
26	Logopède	-	-	-	Recrut.	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène. Etre en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur paramédical de plein exercice de type court ou d'un diplôme délivré antérieurement à la restructuration de l'enseignement technique par une école technique supérieure du premier degré ou par une école d'enseignement technique classé dans la catégorie A 1.
26	Documentaliste	-	-	-	Recrut.	Etre porteur d'un diplôme de gradué en bibliothéconomie et documentation classé dans l'enseignement supérieur social de type court et de plein exercice ou de promotion sociale.

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
26	Laborantin	-	-	-	Recrut.	Etre en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur paramédical de plein exercice de type court : section "chimie clinique" ou d'un diplôme délivré antérieurement à la restructuration de l'enseignement technique par une école technique supérieure du premier degré ou par une école d'enseignement technique classée dans la catégorie A 1.
26	Traducteur	-	-	-	Recrut.	Arrêté royal du 20 juillet 1964 précité (Art. 13).
26	Secrétaire de direction	-	-	oui	Recrut. à défaut de lauréats à l'examen d'accession	Arrêté royal du 10 juillet 1972 modifiant certains arrêtés royaux relatifs à la situation du personnel de dactylographie, de sténodactylographie et de secrétariat

2° dans la rubrique "Niveau 2", entre les grades de vérificateur comptable et d'aspirant chef de section adjoint sont insérés les grades suivants :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
21	Hospitalier A	-	Hospitalier B - R 20	-	-	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène
21	Infirmier breveté A	Hospitalier A - R 21	Infirmier breveté B - R 20	-	-	Idem
20	Hospitalier B	-	-	-	-	-

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
20	Infirmier breveté B	Hospitalier B - R 20	-	-	Recrut.	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène

CHAPITRE VI. — Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 janvier 1992 portant règlement pour la nomination aux grades des deuxième, troisième et quatrième niveaux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 octobre 1995

Art. 35. Dans l'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 janvier 1992 portant règlement pour la nomination aux grades des deuxième, troisième et quatrième niveaux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, les mots "des deuxième, troisième et quatrième niveaux" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+, 2, 3 et 4".

Art. 36. Dans l'annexe du même arrêté, il est inséré, avant la rubrique "Niveau 2" une rubrique "Niveau 2+" rédigée comme suit :

"Grades donnant accès aux grades indiqués à la colonne 2 par :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7

Niveau 2 +

29	Analyste de programmation	-	Chef programmeur	-	-	Arrêté de l'Exécutif du 2 juillet 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des Services de l'Exécutif et de certains organismes d'intérêt public.
29	Ingénieur technicien principal (carrière plane)	-	Ingénieur technicien	-	-	Arrêté royal du 14 février 1968 portant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat titulaires des grades d'architecte, de conducteur, d'ingénieur technicien ou de certains grades du personnel du contrôle et de surveillance des travaux.

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
28	Ingénieur technicien	-	-	-	oui	Arrêté royal du 14 février 1968 portant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat titulaires des grades d'architecte, de conducteur, d'ingénieur technicien ou de certains grades du personnel du contrôle et de surveillance des travaux.
28	Chef programmeur	-	Programmeur	-	-	Arrêté de l'Exécutif du 2 juillet 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des Services de l'Exécutif et de certains organismes d'intérêt public.
27	Secrétaire principal de direction	-	Secrétaire de direction R 26	-	-	Carrière plane art. 10, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 précité.
26	Programmeur	-	-	-	oui	Arrêté de l'Exécutif du 2 juillet 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des Services de l'Exécutif et de certains organismes d'intérêt public.
26	Secrétaire de direction	-	-	oui	Recrut. à défaut de lauréats à l'examen d'accession	Arrêté royal du 10 juillet 1972 modifiant certains arrêtés royaux relatifs à la situation du personnel de dactylographie, de sténodactylographie et de secrétariat.

Art. 37. Dans l'annexe du même arrêté, dans la rubrique "Niveau 2", les grades suivants sont supprimés :

- rang 25 : - Analyste de programmation;
- Ingénieur technicien principal;
- rang 24 : - Ingénieur technicien;
- Chef programmeur;
- rang 22 : - Secrétaire principal de direction;
- Programmeur de 1^{re} classe;
- rang 21 : - Secrétaire de direction;
- rang 20 : - Programmeur de 2^e classe.

CHAPITRE VII. — Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 juillet 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des Services de l'Exécutif et de certains organismes d'intérêt public

Art. 38. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 juillet 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des Services de l'Exécutif et de certains organismes d'intérêt public, les mots "modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1993" sont ajoutés après les mots "12 décembre 1991".

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 39. Les agents titulaires de l'un des grades rayés aux articles 24, 25 et 28, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont nommés d'office au grade de même dénomination créé par les mêmes articles, avec maintien de la qualité qui est la leur à la date susvisée. Les agents titulaires, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un grade rayé en application de l'arrêté royal du 15 mars 1993 modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1991 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat, sont nommés d'office au grade de même dénomination créé en application du même arrêté, avec maintien de la qualité qui est la leur à la date susvisée. Les agents nommés en vertu des alinéas précédents conservent, dans le nouveau grade, l'ancienneté acquise dans le grade dont ils étaient titulaires. Ils conservent dans le niveau 2+ l'ancienneté acquise dans le niveau 2.

Art. 40. Peuvent participer au concours d'accession au grade de secrétaire de direction, les agents de la carrière de dactylographie et de sténographie, en service au 1er juillet 1993. Pour participer au concours, les agents visés à l'alinéa 1er doivent être titulaires d'un grade classé au moins au rang 32 et compter une ancienneté de trois ans au moins dans le niveau 3.

Art. 41. § 1er. Le lauréat d'un concours de recrutement donnant accès à un grade des rangs 21 ou 22 organisé ou en cours d'organisation à la date du 1er juillet 1993, conserve, pendant la durée de validité du concours, ses titres à la nomination respectivement au grade de rang 26 ou de rang 27.

§ 2. L'agent des Services du Gouvernement qui a satisfait à un concours d'accession ou à un examen d'avancement de grade donnant accès à un grade des rangs 21 ou 22, organisé ou en cours d'organisation à la date du 1er janvier 1994, conserve ses titres à la nomination respectivement au grade du rang 27 ou 28.

§ 3. Le lauréat d'un concours de recrutement au grade d'hospitalier, d'infirmier breveté, d'hospitalier B ou d'infirmier breveté B organisé ou en cours d'organisation à la date du 1er janvier 1994, conserve, pendant la durée de validité du concours, ses titres à la nomination au grade de rang 20.

Art. 42. Le présent arrêté produit ses effets le 2 janvier 1994.

Art. 43. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 15 avril 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 96 — 1063

[S - C - 29241]

15 APRIL 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van sommige statutaire bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988,

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 3, § 1, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, op artikel 5, lid 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1990, op artikel 17, § 1, F, lid 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 juni 1990 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1991, op artikel 20, lid 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, op het opschrift van afdeling III van hoofdstuk II van titel I van deel III, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, op artikel 25, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, op artikel 28ter, § 4, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1983, op het opschrift van afdeling III van hoofdstuk III van titel I van deel III, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, op artikel 34, § 2, lid 1, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, op artikel 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1989, op artikel 47, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1985, op artikel 78, § 1, lid 1, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985, op artikel 83, lid 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 1990 en op bijlage 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, op artikel 8, lid 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, op artikel 24, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, op artikel 29, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 28 oktober 1988 en 31 juli 1991, op artikel 33, § 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, op artikel 67, lid 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, inzonderheid op artikel 2, op artikel 5 en op de tabel als bijlage;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972 en 12 augustus 1981, op artikel 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972, 19 maart 1985, 7 maart 1989 en 18 december 1989, op de artikelen 11 en 12, op artikel 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 september 1971 en op artikel 14;

Gelet op de bijlage van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 januari 1992 houdende reglement voor de benoeming tot de graden van het tweede, derde en vierde niveau bij het bestuur van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 oktober 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 houdende het organiek reglement van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, inzonderheid op artikel 2, op artikel 3, 1°, op artikel 4 en op de bijlage;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1992 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Diensten van de Executieve en van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het protocol nr. 123 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, afgesloten op 27 juni 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 april 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 30 november 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 2 april 1996 genomen beslissing.

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel

Artikel 1. Artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, wordt vervangen door de volgende bepaling :

“§ 1. De ambtenaren van de Diensten van de Regering worden benoemd in graden waarvan de hiërarchie vijf niveaus omvat die onderverdeeld zijn in rangen waarvan het aantal door de Regering bepaald wordt.”

Art. 2. In artikel 5, lid 2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1990, worden de woorden “van de niveaus 2, 3 of 4” vervangen door de woorden “van de niveaus 2+, 2, 3 of 4”.

Art. 3. In artikel 17, § 1, F, lid 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1991, worden de woorden “van niveau 2” vervangen door de woorden “van de niveaus 2+ en 2”.

Art. 4. In artikel 20, lid 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, wordt het getal 26 ingevoegd tussen het getal 10 en het getal 20.

Art. 5. Het opschrift van Afdeling III van Hoofdstuk II van Titel I van Deel III van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, wordt vervangen door het volgende opschrift : “Vergelijkende wervings-examens ten behoeve van de gegadigden voor de niveaus 2+, 2, 3 en 4”.

Art. 6. In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, worden de woorden “in de niveaus 2, 3 of 4” vervangen door de woorden “in de niveaus 2+, 2, 3 of 4”.

Art. 7. In artikel 28ter, § 4, van hetzelfde besluit, dat er werd ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, worden de woorden “van de niveaus 2, 3 en 4” vervangen door de woorden “van de niveaus 2+, 2, 3 en 4”.

Art. 8. Het opschrift van Afdeling III van Hoofdstuk III van Titel I van Deel III van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, wordt vervangen door het volgende opschrift : “Stage van gegadigden voor de niveaus 2+, 2, 3 en 4 en aanstelling tot ambtenaar van de Diensten van de Regering”.

Art. 9. In artikel 34, § 2, lid 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, worden de woorden “voor niveau 2” vervangen door de woorden “voor de niveaus 2+ en 2”.

Art. 10. In artikel 39 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1989, worden de woorden “van de niveaus 2, 3 en 4” vervangen door de woorden “van de niveaus 2+, 2, 3 en 4”.

Art. 11. In artikel 47 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1985, worden de woorden “van de niveaus 2, 3 of 4” vervangen door de woorden “van de niveaus 2+, 2, 3 of 4”.

Art. 12. In artikel 78, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit, dat er werd ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 1994, worden de woorden “van de niveaus 4, 3 en 2” vervangen door de woorden “van de niveaus 4, 3, 2 en 2+”.

Art. 13. In artikel 83, lid 5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 november 1990 en 20 november 1990, worden de woorden “van de niveaus 2, 3 en 4” vervangen door de woorden “van de niveaus 2+, 2, 3 en 4”.

Art. 14. Bijlage 1 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit 25 oktober 1991, wordt vervangen door de volgende bijlage :

“Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

De diploma's of getuigschriften die in aanmerking komen voor de toelating tot de Diensten van de Regering zijn, naargelang van de niveaus, de volgende :

Niveau 1.

a) wettelijke diploma's van de academische graden van licentiaat, doctor, apotheker, ingenieur of geaggregeerde;

b) de andere diploma's van licentiaat, doctor, apotheker, ingenieur of geaggregeerde, uitgereikt overeenkomstig de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, door de Belgische universiteiten met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, of door de bij de wet of bij decreet daarmee gelijkgestelde instellingen, indien de studies ten minste vier jaar hebben omvat, zelfs als een gedeelte van die studies niet in een van de voormelde onderwijsinstellingen werd volbracht;

c) diploma's van licentiaat in de handelswetenschappen, met of zonder bijkomende kwalificatie, van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs in de handelswetenschappen, van handelsingenieur, van licentiaat in de bestuurswetenschappen, van licentiaat-vertaler, van licentiaat-tolk, van licentiaat in de nautische wetenschappen, van industrieel ingenieur of van architect, uitgereikt overeenkomstig dezelfde wet door een door de Staat of door een der Gemeenschappen opgerichte, gesubsidieerde of erkende instelling voor hoger onderwijs van het lange type of door een door de Staat of een der Gemeenschappen ingestelde examencommissie;

d) getuigschrift uitgereikt aan degenen die met vrucht de studies aan de polytechnische afdeling of aan de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School hebben voleindigd en die krachtens dezelfde wet gerechtigd zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur of van licentiaat, met de door de Koning bepaalde kwalificatie.

Niveau 1 (overgangsmatregelen)

a) diploma van licentiaat in de politieke wetenschappen, de sociale wetenschappen, de bestuurswetenschappen en de handelswetenschappen ter bekroning van studies die vóór 1 oktober 1943 werden aangevangen en die ten minste een cyclus van drie jaar hebben omvat;

b) diploma uitgereikt door de Koloniale Hogeschool van België te Antwerpen of licentiaatsdiploma uitgereikt door het Universitair Instituut voor Overzeese Gebieden te Antwerpen indien de studies ten minste vier jaar hebben omvat;

c) diploma van licentiaat in de handelswetenschappen, met of zonder bijkomende kwalificatie, van handelsingenieur, van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs in de handelswetenschappen, van licentiaat-vertaler of van licentiaat-tolk, uitgereikt overeenkomstig de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, door inrichtingen voor hoger technisch onderwijs van de derde graad of door inrichtingen voor technisch onderwijs - gerangschikt als handelshogescholen categorie A5 - of door een door de Staat ingestelde examencommissie;

d) diploma of eindgetuigschrift uitgereikt na een cyclus van vijf jaar door de afdeling bestuurswetenschappen van het "Institut d'enseignement supérieur Lucien Cooremans" te Brussel of door het Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen te Elsene of door het Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen te Antwerpen.

Niveau 2+

a) getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de hogere cyclus;

b) diploma van meekundig schatter van onroerende goederen;

c) diploma van mijnmeter;

d) diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een der Gemeenschappen of door een door de Staat of door een der Gemeenschappen ingestelde examencommissie;

e) kandidaatsdiploma of getuigschrift, uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie, overeenkomstig de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, ofwel door de Belgische universiteiten met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, de bij de wet ermee gelijkgestelde instellingen of de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een der Gemeenschappen, ofwel door een door de Staat of door een der Gemeenschappen ingestelde examencommissie;

f) diploma van technisch ingenieur, uitgereikt na hogere technische leergangen van de tweede graad;

g) diploma van een afdeling ingedeeld in het economisch hoger of het sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een der Gemeenschappen;

h) getuigschrift ten bewijze van het slagen voor de eerste twee studiejaren van de polytechnische afdeling of van de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School;

i) diploma van hoger kunst- of technisch onderwijs van de 3e, 2e of 1e graad, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een der Gemeenschappen.

Niveau 2+ (overgangsmatregelen)

a) diploma uitgereikt, na een cyclus van ten minste twee jaar studie, door de Koloniale Hogeschool van België te Antwerpen, of kandidaatsdiploma uitgereikt door het Universitair Instituut voor Overzeese Gebieden te Antwerpen;

b) kandidaatsdiploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie door een inrichting voor hoger technisch onderwijs van de derde graad of door een inrichting voor technisch onderwijs, gerangschikt als handelshogescholen in de categorie A5;

c) diploma van burgerlijk conducteur, uitgereikt door een Belgische universiteit;

d) diploma van technisch ingenieur, uitgereikt door een hogere technische school van de tweede graad;

e) diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, van lager onderwijzer, lagere onderwijzeres of bewaarschoolonderwijzeres;

f) diploma van gegradueerde in de landbouwwetenschappen, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1934 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen der diploma's van landbouwkundig ingenieur, van scheikundig landbouwingenieur, van ingenieur voor waters en bossen, van koloniaal landbouwkundig ingenieur, van tuinbouwkundig ingenieur, van boerderijbouwkundig ingenieur, van ingenieur der landbouwbedrijven, zoals het werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1936;

g) diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger technisch onderwijs van de eerste graad met volledig leerplan opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie;

h) diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en gerangschikt in een van navolgende categorieën: A1, A6/A1, A7/A1, C1/A1, A8/A1, A1/D, A2An, C1/D, C5/C1/D, C1/An of door een van regeringswege samengestelde examencommissie;

i) diploma uitgereikt na een cyclus van ten minste zeventien tot vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B1, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die, bij de toelating, een diploma eist van volledige hogere secundaire studies of het welslagen voor een daarmee gelijkgesteld toelatingsexamen of een diploma van een afdeling gerangschikt in de categorie B3/B2, uitgereikt door een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die, bij de toelating, een diploma eist van lagere secundaire studies of het welslagen voor een daarmee gelijkgesteld toelatingsexamen.

Niveau 2.

- a) gehomologeerd of door de examencommissie van de Staat of van een der Gemeenschappen voor het secundair onderwijs uitgereikt getuigschrift van hoger secundair onderwijs;
- b) gehomologeerd of door de examencommissie van de Staat of van een der Gemeenschappen voor het secundair onderwijs uitgereikt bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;
- c) diploma uitgereikt na het examen bedoeld in artikel 5 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949;
- d) brevet van verpleeg- of ziekenhuisassistent(e) of van verpleger of verpleegster, uitgereikt, hetzij door een door de Staat in de categorie van de aanvullende secundaire beroepscholen opgerichte, gesubsidieerde of erkende verplegingsafdeling, hetzij door een door de Staat of een der Gemeenschappen ingestelde examencommissie;
- e) einddiploma, studiegetuigschrift of getuigschrift uitgereikt na het volgen, met vrucht, van het zesde leerjaar van het algemeen, het technisch, het kunst- of het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een der Gemeenschappen;
- f) getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de hogere secundaire cyclus;
- g) diploma van een tot de groep handel, administratie en organisatie behorende afdeling van een hogere secundaire technische leergang van een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een der Gemeenschappen, uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden.

Niveau 2 (overgangsmaatregelen)

- a) getuigschrift uitgereikt na een van de voorbereidende proeven voorgeschreven in de artikelen 10, 10bis en 12 van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, zoals die bepalingen bestonden vóór 8 juni 1964;
- b) gehomologeerd of door de examencommissie van de Staat voor het hoger middelbaar onderwijs afgeleverd diploma of getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs;
- c) erkend of aanvaard diploma van middelbare studies van de hogere graad (handelsafdeling);
- d) diploma of eindgetuigschrift van hoger middelbaar onderwijs behaald met vrucht;
- e) gehomologeerd diploma van de hogere secundaire technische school of eindgetuigschrift van studies in een hogere secundaire technische school, uitgereikt na een cyclus van drie jaren hogere secundaire studies, met vrucht, door een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat, of diploma van de hogere secundaire technische school uitgereikt door de examencommissie van de Staat;
- f) diploma of eindgetuigschrift van de hogere secundaire technische school - vroegere categorieën A2, A6/A2, A6/C1/A2, A7/A2, A8/A2, A2A, C1, C1A, C3/C1, C1/A2 - uitgereikt na een cyclus van drie jaren hogere secundaire studies, met vrucht, door een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat, of door een examencommissie voor het secundair onderwijs;
- g) gehomologeerd diploma voor hoger secundair kunstonderwijs met volledig leerplan, uitgereikt overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 10 februari 1971 tot vaststelling van de gelijkwaardigheid van het studiepeil van de inrichtingen voor kunstonderwijs met dat van de hogere secundaire technische school en waarbij de voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's bepaald worden en het koninklijk besluit van 25 juni 1976 tot regeling van de studies van sommige hogere secundaire afdelingen van de inrichtingen voor kunstonderwijs met volledig leerplan;
- h) einddiploma, eindgetuigschrift, studieattest of brevet van het zesde jaar van het kunst- of beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat;
- i) brevet of eindgetuigschrift uitgereikt na afloop van de hogere cyclus van een beroepsafdeling verbonden aan een inrichting voor technisch onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en gerangschikt in één van de categorieën A4, C3, C2, C5;
- j) diploma uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B1, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat;
- k) einddiploma of -getuigschrift uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B2, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die bij de toelating een diploma eist van lagere secundaire studies of het welslagen voor een daarmee gelijkgesteld toelatingsexamen.

Niveau 3.

- a) gehomologeerd getuigschrift van lagere secundaire studies of gelijkwaardig getuigschrift uitgereikt door een van de regeringswege samengestelde examencommissie;
- b) diploma waaruit blijkt dat het eerste technisch examen voor het verkrijgen van de titel van meetkundig schatter van onroerende goederen met vrucht werd afgelegd;
- c) getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de lagere secundaire cyclus;
- d) diploma, getuigschrift of attest waaruit blijkt dat het derde jaar in het algemeen, technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan met vrucht gevolgd werd, uitgereikt door een inrichting, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen;
- e) diploma van een tot de groep handel, administratie en organisatie behorende afdeling van een lagere secundaire technische leergang van een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat, uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden.

Komen eveneens in aanmerking bij overgangsmaatregel :

- a) studiegetuigschrift waaruit blijkt dat de eerste twee jaren lagere normaalstudies aangevat onder de regeling van kracht op 31 augustus 1957, met vrucht werden gevolgd;
- b) diploma of studiegetuigschrift waaruit blijkt dat het derde jaar van het middelbaar onderwijs met vrucht gevolgd en beëindigd werd voor het schooljaar 1965-1966, in een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting voor middelbaar onderwijs;
- c) diploma, getuigschrift of attest waaruit blijkt dat het derde jaar in een technische school of in een technische afdeling toegevoegd aan een middelbare school opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en gerangschikt in één van de hiernavolgende categorieën : A3, A6/A3, A6/C1/A3, A7/A3, C1, C5/C1, C2Aa, met vrucht werd gevolgd;

d) getuigschrift, met vrucht, van de lagere secundaire beroepsschool, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat;

e) brevet of eindgetuigschrift uitgereikt na afloop van de lagere cyclus van een beroepsafdeling verbonden aan een inrichting voor technisch onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en gerangschikt in één van de categorieën A4, C3, C2, C5;

f) diploma of eindgetuigschrift uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B2, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat.

De ambtenaren van niveau 4 worden vrijgesteld van de voorwaarden inzake diploma en studiegetuigschrift voor de deelneming aan de vergelijkende wervingsexamens van niveau 3.

Niveau 4.

Geen enkel vereiste van diploma of studiegetuigschrift wordt gesteld.

*
**

Aangenomen worden eveneens de in overeenstemming met een buitenlandse regeling behaalde diploma's en studiegetuigschriften die, krachtens verdragen of internationale overeenkomsten of met toepassing van de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid, voorgeschreven bij de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gelijkwaardig worden verklaard met een van de in deze lijst bedoelde diploma's of studiegetuigschriften.

Art. 15. Vanaf 1 december 1994, wordt bijlage I van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 14 van dit besluit, vervangen door de volgende bijlage :

* Bijlage I bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

HOOFDSTUK I.

De diploma's en getuigschriften die in aanmerking komen voor de toelating tot de rijksbesturen zijn, naargelang van de niveaus, de volgende :

Niveau 1

1) Diploma's van :

- licentiaat
- doctor
- apotheker
- geaggregeerde
- burgerlijk ingenieur
- landbouwkundig ingenieur
- ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustriën
- handelsingenieur
- burgerlijk ingenieur-architect
- bio-ingenieur
- arts
- tandarts
- dierenarts,

uitgereikt door de Belgische universiteiten, met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, of door de bij de wet of bij decreet daarmee gelijkgestelde inrichtingen indien de studies ten minste vier jaar hebben omvat, zelfs als een gedeelte van die studies niet in één van de voormelde onderwijsinstellingen werd volbracht of door een door de Staat of door één van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

2) Diploma's van :

- licentiaat in de handelswetenschappen
- geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs in de handelswetenschappen
- handelsingenieur
- licentiaat in de bestuurswetenschappen
- licentiaat-vertaler
- licentiaat-tolk
- licentiaat in de nautische wetenschappen
- industrieel ingenieur
- architect
- licentiaat in de toegepaste communicatie,

uitgereikt door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen opgerichte, gesubsidieerde of erkende instelling voor hoger onderwijs van het lange type, of door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

3) Diploma's van :

- interieurarchitect
- licentiaat in de produktontwikkeling
- meester in de muziek, of in de beeldende kunst of in de dramatische kunst of in de audio-visuele kunst,

uitgereikt door een door de Vlaamse Gemeenschap opgerichte, gesubsidieerde of erkende instelling voor hoger onderwijs van het lange type, of door een door deze Gemeenschap ingestelde examencommissie.

4) Getuigschrift uitgereikt aan diegenen die de studies hebben voleindigd

aan de polytechnische afdeling of aan de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School en die krachtens de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van het hoger onderwijs gerechtigd zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur of van licentiaat, met de door de Koning bepaalde kwalificatie.

Niveau 1 (overgangsmaatregelen).

1° Diploma uitgereikt door de Koloniale Hogeschool van België te Antwerpen of licentiaatsdiploma uitgereikt door het Universitair Instituut voor Overzeese Gebieden te Antwerpen indien de studies ten minste vier jaar hebben omvat.

2° Diploma van

- licentiaat in de handelswetenschappen
- handelsingenieur
- geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs in de handelswetenschappen
- licentiaat-vertaler
- licentiaat-tolk,

uitgereikt door inrichtingen voor hoger technisch onderwijs van de derde graad of door inrichtingen voor technisch onderwijs - gerangschikt als handelshogescholen categorie A5 - of door een door de Staat ingestelde examencommissie.

3° Diploma of eindgetuigschrift uitgereikt na een cyclus van vijf jaar door :

- de afdeling bestuurswetenschappen van het "Institut d'enseignement supérieur Lucien Cooremans" te Brussel,
- het Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen te Eisene;
- het Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen te Antwerpen.

Niveau 2+

1° Getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de hogere cyclus.

2° Diploma van meetkundig schatter van onroerende goederen.

3° Diploma van mijnmeter.

4° Diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen of door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

5° Kandidaatsdiploma of -getuigschrift uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie, ofwel door de Belgische universiteiten met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, de bij de wet ermee gelijkgestelde instellingen of de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen ofwel door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

6° Diploma van technisch ingenieur, uitgereikt na hogere technische leergangen van de tweede graad.

7° Diploma van een afdeling ingedeeld in het economisch hoger of het sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie of van hoger kunst- of technisch onderwijs van de 3e, 2e of 1e graad, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen.

8° Getuigschrift na het slagen voor de eerste twee studiejaar van de polytechnische afdeling of van de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School.

Niveau 2+ (overgangsmaatregelen)

1° Diploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie door de Koloniale Hogeschool van België te Antwerpen of kandidaatsdiploma uitgereikt door het Universitair Instituut voor Overzeese Gebieden te Antwerpen.

2° Kandidaatsdiploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie door een inrichting voor hoger technisch onderwijs van de derde graad of door een inrichting voor technisch onderwijs, gerangschikt als handelshogescholen in de categorie A5.

3° Diploma van burgerlijk conducteur, uitgereikt door een Belgische universiteit.

4° Diploma van technisch ingenieur, afgeleverd door een hogere technische school van de tweede graad.

5° Diploma van :

- geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs
- lagere-schoolonderwijzer
- lagere-schoolonderwijzeres
- bewaarschoolonderwijzeres.

6° Diploma van gegradueerde in de landbouwwetenschappen, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1934 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de diploma's van landbouwkundig ingenieur, scheikundig landbouwingenieur, ingenieur voor waters en bossen, koloniaal landbouwkundig ingenieur, tuinbouwkundig ingenieur, boerderijbouwkundig ingenieur, ingenieur der landbouwbedrijven, zoals het werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1936.

7° Diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger technisch onderwijs van de eerste graad met volledig leerplan opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie.

8° Diploma gerangschikt in een van navolgende categorieën : A1, A6/A1, A7/A1, C1/A1, A8/A1, A1/D, A2An, C1/D, C5/C1/D, C1/An, uitgereikt door een inrichting voor hoger technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie.

9° Diploma gerangschikt in de categorie B3/B1, uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die, bij de toelating, het volgende eist :

- ofwel een diploma van volledige hogere secundaire studien;
- ofwel het welslagen voor een daarmee gelijkgesteld toelatingsexamen;
- ofwel van een afdeling gerangschikt in categorie B3/B2.

Niveau 2.

1° Getuigschrift van hoger secundair onderwijs of bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, gehomologeerd of uitgereikt door de examencommissie van de Staat of van een van de Gemeenschappen voor het secundair onderwijs.

2° Diploma uitgereikt na het examen bedoeld in artikel 5 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949.

3° Brevet van

- verpleeg- of ziekenhuisassistent(e)
- verpleger of verpleegster,

uitgereikt, hetzij door een door de Staat of één van de Gemeenschappen in de categorie van de aanvullende secundaire beroepsscholen opgerichte, gesubsidieerde of erkende verplegingsafdeling, hetzij door een door de Staat of een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

4° Einddiploma, studiegetuigschrift of getuigschrift uitgereikt na het volgen, met vrucht, van het zesde leerjaar van het algemeen, het technisch, het kunst- of het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen.

5° Getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de hogere secundaire cyclus.

6° Diploma van een tot de groep handel, administratie en organisatie behorende afdeling, van een hogere secundaire technische leergang van een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen, uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden.

Niveau 2 (overgangsmaatregelen)

1° Getuigschrift uitgereikt na een van de voorbereidende proeven voorgeschreven in de artikelen 10, 10bis en 12 van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, zoals die bepalingen bestonden vóór 8 juni 1964.

2° Gehomologeerd of door de examencommissie van de Staat voor het hoger middelbaar onderwijs uitgereikt diploma of getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs.

3° Erkend of aanvaard diploma van middelbare studies van de hogere graad (handelsafdeling).

4° Diploma of eindgetuigschrift van hoger middelbaar onderwijs behaald met vrucht.

5° Gehomologeerd diploma van de hogere secundaire technische school of eindgetuigschrift van studies in een hogere secundaire technische school, uitgereikt na een cyclus van drie jaren hogere secundaire studies, met vrucht, door een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat, of diploma van de hogere secundaire technische school uitgereikt door de examencommissie van de Staat.

6° Diploma of eindgetuigschrift van de hogere secundaire technische school - vroegere categorieën A2, A6/A2, A6/C1/A2, A7/A2, A8/A2, A2A, C1, C1A, C5/C1, C1/A2 - uitgereikt na een cyclus van drie jaren hogere secundaire studies, met vrucht, door een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een examencommissie van de Staat.

7° Gehomologeerd diploma van hoger secundair kunstonderwijs met volledig leerplan, uitgereikt overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 10 februari 1971 tot vaststelling van de gelijkwaardigheid van het studiepeil van de inrichtingen voor kunstonderwijs met dat van de hogere secundaire technische school en waarbij de voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's bepaald worden en het koninklijk besluit van 23 juni 1976 tot regeling van de studies van sommige hogere secundaire afdelingen van de inrichtingen voor kunstonderwijs met volledig leerplan.

8° Einddiploma, eindgetuigschrift, studieattest of brevet van het zesde jaar van het kunst- of beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat.

9° Brevet of eindgetuigschrift uitgereikt na afloop van de hogere secundaire cyclus van een beroepsafdeling verbonden aan een inrichting voor technisch onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en gerangschikt in één van de categorieën A4, C3, C2, C5.

10° Diploma uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B1, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat.

11° Einddiploma of -getuigschrift uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B2, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die bij de toelating een diploma eist van lagere secundaire studies of het welslagen voor een daarmee gelijkgesteld toelatingsexamen eist.

Niveau 3- Niveau 4.

Geen enkel diploma of studiegetuigschrift is vereist.

Hoofdstuk II

Aangenomen worden eveneens de in overeenstemming met een buitenlandse regeling behaalde diploma's en studiegetuigschriften die, krachtens verdragen of internationale overeenkomsten of met toepassing van de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid, voorgeschreven bij de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gelijkwaardig worden verklaard met een van de in deze lijst bedoelde diploma's of studiegetuigschriften.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel

Art. 16. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, worden de woorden "of in de niveaus 2 en 3" vervangen door de woorden "of in de niveaus 2+, 2 en 3".

Art. 17. In artikel 8, lid 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, worden de woorden "en voor de ambtenaren van niveau 2" vervangen door de woorden "en voor de ambtenaren van de niveaus 2+ en 2".

Art. 18. In artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, worden de woorden "in niveau 2" vervangen door de woorden "in de niveaus 2+ en 2".

Art. 19. Aan artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 28 oktober 1988 en 31 juli 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt lid 1 vervangen door de volgende bepaling :

"De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau worden georganiseerd voor de bevordering door overgang naar graden van de niveaus 1, 2+, 2 en 3, die in de rangen 10, 26, 20 of 30" gerangschikt zijn";

2° in § 2, lid 1, 1°, worden de woorden "van niveau 2" vervangen door de woorden "van de niveaus 2+ en 2";
3° in § 2, lid 1, 2°, worden de woorden "van de rangen 20 of 30" vervangen door de woorden "van de rangen 26, 20 of 30";

4° in § 2, lid 2, worden de woorden "van de rangen 10, 20 of 30" vervangen door de woorden "van de rangen 10, 26, 20 of 30".

Art. 20. In artikel 33, § 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, worden de woorden "in de niveaus 2, 3 of 4" vervangen door de woorden "in de niveaus 2+, 2, 3 of 4";
2° in lid 2, worden de getallen "29 en 28" ingevoegd vóór het getal 25".

Art. 21. In artikel 67, lid 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, worden de woorden "van de niveaus 2, 3 en 4" vervangen door de woorden "van de niveaus 2+, 2, 3 en 4".

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 20 juli 1964

betreffende de hiërarchische indeling van de graden waaraan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn

Art. 22. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 2. De niveaus van de graden waarvan de ambtenaren in de Diensten van de Regering titularis kunnen zijn, zijn als volgt genummerd : 1, 2+, 2, 3 en 4, waarbij het cijfer 1 wordt toegekend aan het hoogste niveau."

Art. 23. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 5.

Niveau 1 omvat acht rangen, genummerd van 10 tot 17;

Niveau 2+ omvat vier rangen, genummerd van 26 tot 29;

Niveau 2 omvat zes rangen, genummerd van 20 tot 25;

Niveau 3 omvat vijf rangen, genummerd als volgt : 30 en 32 tot 35;

Niveau 4 omvat vijf rangen, genummerd van 40 tot 44.

In elk niveau worden de rangen genummerd volgens hun plaats in de hiërarchie, waarbij de hoogste rang het hoogste getal toegewezen krijgt."

Art. 24. In de tabel als bijlage bij hetzelfde besluit, onder het opschrift "II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen. Afdeling A. Administratief personeel", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de volgende graden worden ingevoegd:

in rang 26 : directiesecretaris;
vertaler;

in rang 27 : eeraanwezend directiesecretaris;
vertaler 1e klasse;

in rang 28 : eeraanwezend vertaler;
technisch ingenieur;

in rang 29 : hoofdvertaler;
eerste technisch ingenieur.

2° onder de rubriek "geschrapte graden", worden de volgende graden ingevoegd :

in rang 21 : directiesecretaris;

in rang 22 : eeraanwezend directiesecretaris;
vertaler;

in rang 23 : vertaler 1e klasse;

in rang 24 : eeraanwezend vertaler;
technisch ingenieur;

in rang 25 : hoofdvertaler;
eerste technisch ingenieur.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 20 juli 1964

betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen

Art. 25. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972 en 12 augustus 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 9. De volgende graden worden opgericht :

in rang 26 : directiesecretaris

in rang 27 : eeraanwezend directiesecretaris.

De volgende graden worden geschrapt :

in rang 21 : directiesecretaris

in rang 22 : eeraanwezend directiesecretaris."

Art. 26. Artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972, 19 maart 1985, 7 maart 1989 en 18 december 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 10. De graad van directiesecretaris wordt verleend aan de geslaagden voor een vergelijkend wervings-examen of een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau.

Aan het vergelijkend examen voor werving in de graad van directiesecretaris mogen deelnemen de houders van een :

- diploma van het economisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of voor sociale promotie, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen of door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie;

- diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, afdeling "handel", of van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs (alle afdelingen) met een bijkomende optie "economie" behorende tot het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;

- diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs gerangschikt in categorie A6/A1/D;

- diploma uitgereikt door een inrichting voor het hoger technisch onderwijs van de eerste graad met volledig leerplan (economische afdeling) opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie;

- diploma uitgereikt door een inrichting voor het hoger technisch onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie en gerangschikt in categorie A6/A1;

- diploma uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B1, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die, bij de toelating, een diploma eist van volledige hogere secundaire studies of het welslagen voor een daarmee gelijkgesteld toelatingsexamen."

Art. 27. De artikelen 11 en 12 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 28. Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 september 1971, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 13. De volgende graden worden opgericht :

in rang 26 : vertaler

in rang 27 : vertaler 1e klasse

in rang 28 : eerstaanwezend vertaler.

in rang 29 : hoofdvertaler.

De volgende graden worden geschrapt :

in rang 22 : vertaler;

in rang 23 : vertaler 1e klasse;

in rang 24 : eerstaanwezend vertaler;

in rang 25 : hoofdvertaler."

Art. 29. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 14. De graad van vertaler wordt verleend aan de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen of voor een examen voor overgang naar het hogere niveau."

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen aan het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 houdende het organiek reglement van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

Art. 30. In artikel 2 van het besluit van 6 januari 1992 van de Executieve van de Franse gemeenschap houdende het organiek reglement van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, onder de rubriek "1° Administratief personeel", worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De volgende graden worden afgeschaft :

- rang 24 : - eerstaanwezend assistent in de psychologie

- rang 23 : - assistent in de psychologie 1e klasse

- diëtist 1e klasse

- opvoeder 1e klasse

- ergotherapeut 1e klasse

- logopedist 1e klasse

- eerstaanwezend documentalist

- rang 22 : - assistent in de psychologie

- diëtist

- opvoeder

- ergotherapeut

- documentalist.

2° De volgende graden worden ingevoegd :

- rang 27 : eerstaanwezend documentalist

- rang 26 : documentalist.

Art. 31. In artikel 3 van hetzelfde besluit, onder de rubriek "1° Administratief personeel", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de volgende graden en schalen worden afgeschaft :

- eerstaanwezend assistent in de psychologie	24/6
- assistent in de psychologie 1e klasse	23/6
- eerstaanwezend documentalist	23/1
- diëtist 1e klasse	23/6
- opvoeder 1e klasse	23/6
- ergotherapeut 1e klasse	23/6
- logopedist 1e klasse	23/6
- assistent in de psychologie	22/6
- documentalist	22/4

- diëtist	22/6
- ergotherapeut	22/6
- logopedist	22/6.

2°. De volgende graden en schalen worden tussen de graden en schalen van "Inspecteur voor de Cultuur" en van "Gebouwenbeheerder" ingevoegd :

- eerstaanwend documentalist	27/2
- documentalist	26/4

Art. 32. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt afgeschaft.

2° in paragraaf 3 worden de volgende graden afgeschaft :

- assistent in de psychologie	- assistent in de psychologie 1e klasse
- documentalist	- eerstaanwend documentalist
- diëtist	- diëtist 1e klasse
- opvoeder	- opvoeder 1e klasse
- ergotherapeut	- ergotherapeut 1e klasse
- logopedist	- logopedist 1e klasse.

Art. 33. In de bijlage van hetzelfde besluit, onder het opschrift "A. Administratief personeel", worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de rubriek "Niveau 2", worden de volgende graden afgeschaft:

- rang 25 : - hoofd van nursing;
 - gegradueerd hoofdverpleger,
 - hoofdvertaler; eerste technisch ingenieur;
- rang 24 : - hoofdmaatschappelijk assistent;
 - hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming;
 - hoofdverpleger;
 - gegradueerd adjunct-hoofdverpleger;
 - gegradueerd ziekenverpleger A;
 - eerstaanwend maatschappelijk assistent;
 - eerstaanwend assistent in de psychologie;
 - eerstaanwend vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming;
 - eerstaanwend diëtist;
 - eerstaanwend opvoeder;
 - eerstaanwend ergotherapeut;
 - eerstaanwend gegradueerd ziekenverpleger;
 - eerstaanwend kinesitherapeut;
 - eerstaanwend logopedist;
 - eerstaanwend vertaler;
 - technisch ingenieur;
- rang 23 : - gegradueerd ziekenverpleger B;
 - maatschappelijk assistent 1e klasse;
 - assistent in de psychologie 1e klasse;
 - vast afgevaardigde 1e klasse bij de jeugdbescherming;
 - diëtist 1e klasse;
 - opvoeder 1e klasse;
 - ergotherapeut 1e klasse;
 - gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse;
 - kinesitherapeut 1e klasse;
 - logopedist 1e klasse;
 - eerstaanwend documentalist;
- rang 22 : - gegradueerd ziekenverpleger C;
 - maatschappelijk assistent;
 - assistent in de psychologie;
 - vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming;
 - diëtist;
 - opvoeder;
 - ergotherapeut;
 - gegradueerd ziekenverpleger;
 - kinesitherapeut;
 - logopedist;
 - documentalist;
 - eerstaanwend directiesecretaris;
 - laborant;
 - vertaler;

- rang 21 : directiesecretaris.
- 2°. In de rubriek "Niveau 3" worden de volgende graden afgeschaft:
 - rang 35 : - verpleegassistent A;
 - gebrevetteerd ziekenverpleger A;
 - rang 34 : - verpleegassistent B;
 - gebrevetteerd ziekenverpleger B.

Art. 34. In de bijlage van hetzelfde besluit, onder het opschrift "A. Administratief personeel", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Tussen de rubriek "Niveau 1" en de rubriek "Niveau 2" wordt een rubriek "Niveau 2+" ingevoegd, luidend als volgt :

"Graden die toegang geven tot de graden vermeld in kolom 2 door :

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7

Niveau 2+

29	Hoofdvertaler		Eerstaanwend vertaler			
29	Hoofd nursing	Gegradueerd hoofdverpleger R 29	Bij gebrek aan kandidaten voor 3, gegradueerd ziekenverpleger A - R 28 Gegradueerd adjunct-hoofdverpleger -R 28			
29	Gegradueerd hoofdverpleger		Gegradueerd adjunct-hoofdverpleger R 28			Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 1996 houdende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijsband en hygiëne
29	Eerste technisch ingenieur		Technisch ingenieur			Koninklijk besluit van 14 februari 1968 houdende sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met de graden van architect, van conducteur, van technisch ingenieur of met sommige graden van het controle- en opzichterspersoneel van werken zijn bekleed.

Hierarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
28	hoofdmaatschappelijk assistent	Eerstaanzwend maatschappelijk assistent R 28				Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 1996 houdende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne
28	Hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming	Eerstaanzwend vast afgevaardigde - R 28				idem
28	Hoofdverpleger	Eerstaanzwend gegradueerd ziekenverpleger - R 28				idem
28	Gegradueerd adjunct-hoofdverpleger	Gegradueerd ziekenverpleger A - R 28				idem
28	Gegradueerd ziekenverpleger A		Gegradueerd ziekenverpleger B - R 27			idem
28	Eerstaanzwend maatschappelijk assistent		Maatschappelijk assistent 1e klasse - R 27			idem
28	Eerstaanzwend assistent in de psychologie		Assistent in de psychologie 1e klasse - R 27			idem
28	Eerstaanzwend vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming		Vast afgevaardigde 1e klasse - R 27			idem
28	Eerstaanzwend diëtist		Diëtist 1e klasse - R 27			idem
28	Eerstaanzwend opvoeder		Opvoeder 1e klasse - R 27			idem
28	Eerstaanzwend ergotherapeut		Ergotherapeut 1e klasse - R 27			idem
28	Eerstaanzwend gegradueerd ziekenverpleger		Gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse - R 27			idem
28	Eerstaanzwend kinesitherapeut		Kinesitherapeut 1e klasse - R 27			idem

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
28	Eerstaanwezend logopedist		Logopedist 1e klasse - R 27			idem
28	Eerstaanwezend vertaler		Vertaler R 26			Vlakke loopbaan art. 15 van het voornoemd koninklijk besluit van 20 juli 1964
28	Technisch ingenieur				Werving	Koninklijk besluit van 14 februari 1968 houdende sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met de graden van architect, van conducteur, van technisch ingenieur of met sommige graden van het controle- en opzichterspersoneel van werken zijn bekleed
27	Gegradueerd ziekenverpleger B		Gegradueerd ziekenverpleger C - R 26			Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 1996 houdende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne
27	Maatschappelijk assistent 1e klasse		Maatschappelijk assistent - R 26			idem
27	Assistent in de psychologie 1e klasse		Assistent in de psychologie - R 26			idem
27	Vast afgevaardigde 1e klasse bij de jeugdbescherming		Vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming - R 26			idem
27	Diëtist 1e klasse		Diëtist - R 26			idem
27	Opvoeder 1e klasse		Opvoeder - R 26			idem
27	Ergotherapeut 1e klasse		Ergotherapeut - R 26			idem
27	Gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse		Gegradueerd ziekenverpleger - R 26			idem

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
27	Kinesitherapeut 1e klasse		Kinesitherapeut - R 26			idem
27	Logopedist 1e klasse		Logopedist R 26			idem
27	Eerstanzend documentalist		Documentalist - R 26			Vlakke loopbaan
27	Eerstanzend directiesecretaris		Directiesecretaris R 26			Vlakke loopbaan art. 10, § 2 van het voornoemd koninklijk besluit van 20 juli 1964
26	Gegradueerd ziekenverpleger C				Werving	Houder zijn van een diploma van gegradueerd ziekenverpleger bedoeld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1960, 27 oktober 1961 en 24 december 1966 of gerechtigd zijn één van de titels van gegradueerd ziekenverpleger of ziekenverpleegster te voeren in toepassing van artikel 25 van het voornoemd koninklijk besluit van 17 augustus 1957
26	Maatschappelijk assistent				Werving	Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 1996 houdende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne. Voor de werving en de verandering van graad is het diploma van maatschappelijk assistent vereist.

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
26	Assistent in de psychologie				Werving	Houder zijn van een diploma van het sociaal hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type, of van een diploma uitgereikt vóór de herstructurering van het technisch onderwijs door een hogere technische school van de eerste graad of door een school voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie A1.
26	Vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming				Werving	Voor 3 en 6 : Diploma van maatschappelijk assistent of diploma van : 1.- Licentiaat in de opvoedkundige of pedagogische wetenschappen; - Licentiaat in de psychologie of in de psychologische wetenschappen; - Licentiaat in de toegepaste psychologie; - Licentiaat in de psychologische en pedagogische wetenschappen; - Licentiaat in de psychopedagogische wetenschappen; - Licentiaat in de beroepsoriëntering en -selectie; 2.- Licentiaat in de sociale wetenschappen; - Licentiaat in de politieke en sociale wetenschappen (groepen sociale wetenschappen); - Licentiaat in de sociologie; - Licentiaat in de sociale communicatie; - Licentiaat in de sociale arbeidswetenschappen; - Licentiaat in de sociale wetenschappen toegepast op de ontwikkelingslanden; - Licentiaat in de economische en sociale wetenschappen (richting sociale wetenschappen);

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
						<p>3.- Licentiaat in de criminologie of in de criminologische wetenschappen;</p> <p>4.- Gegradueerde sociale verpleger of gegradueerde sociale verpleegster bedoeld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1960, 27 oktober 1961 en 24 december 1966. Worden eveneens toegelaten, de personen die gerechtigd zijn de titel van gegradueerde sociale verpleger of gegradueerde sociale verpleegster te voeren in toepassing van artikel 25 van het voormeld koninklijk besluit van 17 augustus 1957;</p> <p>5.- Maatschappelijk adviseur, uitgereikt door een instelling voor sociaal hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan (vroeger categorie A1 of hoger technisch onderwijs van de 1e graad);</p> <p>6.- Assistent in de psychologie, uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs van de 1e graad;</p> <p>7.- Opvoeder van onaangepaste jeugd of gegradueerde in de orthopedagogie, uitgereikt door een instelling voor sociaal of pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan (vroeger categorie A1 of A1D).</p>

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
26	Diëtist				Werving	Houder zijn van een diploma van het paramedisch hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type of van een diploma dat vóór de herstructurering van het technisch onderwijs werd uitgereikt door een hogere technische school van de 1e graad of door een school voor technisch onderwijs gerangschikt in categorie A1.
26	Opvoeder				Werving	Houder zijn van een diploma van het pedagogisch hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type of van een diploma uitgereikt door een school voor technisch onderwijs gerangschikt in categorie A7/A1/D.
26	Ergotherapeut				Werving	Houder zijn van een diploma van het paramedisch hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type of van een diploma dat vóór de herstructurering van het technisch onderwijs werd uitgereikt door een hogere technische school van de eerste graad of door een school voor technisch onderwijs gerangschikt in categorie A1.
26	Gegradueerd ziekenverpleger	Gegradueerd ziekenverpleger C - R 26			Werving	Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 1996 houdende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne.

Hierarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
26	Kinesitherapeut				Werving	idem. Houder zijn van een diploma van het paramedisch hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type of van een diploma dat vóór de herstructurering van het technisch onderwijs werd uitgereikt door een hogere technische school van de eerste graad of door een school voor technisch onderwijs gerangschikt in categorie A1.
26	Logopedist				Werving	Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 1996 houdende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne. Houder zijn van een diploma van het paramedisch hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type of van een diploma dat vóór de herstructurering van het technisch onderwijs werd uitgereikt door een hogere technische school van de eerste graad of door een school voor technisch onderwijs gerangschikt in categorie A1.
26	Documentalist				Werving	Houder zijn van een diploma van gegradueerde in de bibliotheconomie en documentatie gerangschikt in het sociaal hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan of voor sociale promotie

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
26	laborant				Werving	Houder zijn van een diploma van het paramedisch hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type : afdeling "klinische scheikunde", of van een diploma dat vóór de herstructurering van het technisch onderwijs werd uitgereikt door een hogere technische school van de eerste graad of door een school voor technisch onderwijs gerangschikt in categorie A1.
26	Vertaler				Werving	Hogervermeld koninklijk besluit van 20 juli 1964 (Art 13)
26	Directiesecretaris			ja	Werving bij gebrek aan geslaagden voor het overgangsexamen	Koninklijk besluit van 10 juli 1972 tot wijziging van sommige koninklijke besluiten betreffende de toestand van het typisten-, stenotypisten- en secretaarijpersoneel

2' In de rubriek "Niveau 2" worden tussen de graden van verificateur boekhouding en aspirant-adjunct-sectiechef de volgende graden ingevoegd :

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
21	Verpleegassistent A		Verpleegassistent B - R 20			Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 1996 houdende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne.
21	Gebrevetteerd ziekenverpleger A	Verpleegassistent A - R 21	Gebrevetteerd ziekenverpleger B - R 20			idem
20	Verpleegassistent B					

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
20	Gebrevetteerd ziekenverpleger B	Verpleegassistente B -R 20			Werving	Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 1996 houdende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Diensten van de Regering die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne.

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen aan het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 januari 1992 houdende reglement voor de benoeming tot de graden van het tweede, derde en vierde niveau bij het bestuur van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 oktober 1995

Art. 35. In het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 januari 1992 houdende reglement voor de benoeming tot de graden van het tweede, derde en vierde niveau bij het bestuur van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, worden de woorden "van het tweede, derde en vierde niveau" vervangen door de woorden "van de niveaus 2+, 2, 3 en 4".

Art. 36. In de bijlage van hetzelfde besluit wordt vóór de rubriek "Niveau 2" een rubriek "Niveau 2+" ingevoegd, luidend als volgt :

"Graden die toegang geven tot de graden vermeld in kolom 2 door :

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7

Niveau 2+

29	Programmeringsanalist		Hoofdprogrammeur			Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1992 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap
----	-----------------------	--	------------------	--	--	---

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
29	Eerste technisch ingenieur (vlakke loopbaan)		Technisch ingenieur			Koninklijk besluit van 14 februari 1968 houdende sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met de graden van architect, van conducteur, van technisch ingenieur of met sommige graden van het controle- en opzichterspersoneel van werken zijn bekleed.
28	Technisch ingenieur				ja	Koninklijk besluit van 14 februari 1968 houdende sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met de graden van architect, van conducteur, van technisch ingenieur of met sommige graden van het controle- en opzichterspersoneel van werken zijn bekleed.
28	Hoofdprogrammeur		Programmeur			Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1992 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap
27	Eerstanzend directiesecretaris		Directiesecretaris R 26			Vlakke loopbaan art. 10, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 20 juli 1964

Hiërarchisch rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
26	Programmeur				ja	Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1992 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap
26	Directiesecretaris			ja	Werving bij gebrek aan geslaagden voor het overgangsexamen	Koninklijk besluit van 10 juli 1972 tot wijziging van sommige koninklijke besluiten betreffende de toestand van het typisten-, stenotypisten- en secretariëpersoneel

Art. 37. In de bijlage van hetzelfde besluit, in de rubriek "Niveau 2", worden de volgende graden afgeschaft :

- rang 25 : - programmeringsanalist,
- eerste technisch ingenieur,
- rang 24 : - technisch ingenieur,
- Hoofdprogrammeur,
- rang 22 : - eeraanwezend directiesecretaris;
- Programmeur 1e klasse;
- rang 21 : directiesecretaris;
- rang 20 : Programmeur 2e klasse.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen aan het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1992 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Diensten van de Executieve en van sommige instellingen van openbaar nut*

Art. 38. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1992 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Diensten van de Executieve en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1993" na de woorden "12 december 1991" gevoegd.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 39. De ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit titularis zijn van een van de in de artikelen 24, 25 en 28 geschrapt graden, worden van ambtswege benoemd in de graad met dezelfde benaming opgericht bij diezelfde artikelen, met behoud van de hoedanigheid die op de hoger bedoelde datum hun is toegekend.

De ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit titularis zijn van een graad die met toepassing van het koninklijk besluit van 15 maart 1993 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de rijksbesturen geschrapt is, worden ambtshalve benoemd in de graad met dezelfde benaming opgericht in toepassing van hetzelfde besluit, met behoud van de hoedanigheid waarmee zij op de hoger bedoelde datum bekleed zijn.

De ambtenaren benoemd krachtens de voornoemde leden, behouden in de nieuwe graad de anciënniteit welke verkregen was in de graad waarvan zij titularis waren. Zij behouden in niveau 2+ de anciënniteit welke verkregen was in niveau 2.

Art. 40. Mogen aan het vergelijkend examen voor overgang naar de graad van directiesecretaris deelnemen, de ambtenaren van de loopbaan van typiste en stenotypiste die op 1 juli 1993 in dienst waren.

Om aan het vergelijkend examen deel te nemen, moeten de in lid 1 bedoelde ambtenaren titularis zijn van een graad die ten minste in rang 32 ingedeeld is en een anciënniteit van ten minste drie jaar in niveau 3 tellen.

Art. 41. § 1. De geslaagde voor een vergelijkend wervingsexamen dat toegang geeft tot een graad van de rangen 21 of 22, georganiseerd of waarvan de uitschrijving aan de gang is op 1 juli 1993, behoudt tijdens de geldigheidsduur van het vergelijkend examen zijn aanspraak op de benoeming respectievelijk tot de graad van rang 26 of van rang 27.

§ 2. De ambtenaar van de Diensten van de Regering die geslaagd is voor een vergelijkend overgangsexamen of voor een examen voor verhoging in graad, dat toegang geeft tot een graad van de rangen 21 of 22, georganiseerd of waarvan de uitschrijving aan de gang is op 1 januari 1994, behoudt zijn aanspraak op de benoeming respectievelijk tot de graad van rang 27 of 28.

§ 3. De geslaagde voor een wervingsexamen voor de graad van verpleegassistent, gebrevetteerd verpleger, verpleegassistent B of gebrevetteerd ziekenverpleger B, georganiseerd of waarvan de uitschrijving aan de gang is op 1 januari 1994, behoudt, voor de geldigheidsduur van het vergelijkend examen, zijn aanspraak op de benoeming tot de graad van rang 20.

Art. 42. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 2 januari 1994.

Art. 43. De Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 april 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 1864

[S - C - 29242]

15 AVRIL 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut administratif et pécuniaire de certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'annexe de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;

Vu le protocole n° 124 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 27 juin 1994;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 28 avril 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 30 novembre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 2 avril 1996,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — De la création de grades

Article 1er. Les grades suivants sont créés :

au rang 20 : hospitalier et infirmier breveté;

au rang 26 : assistant social, auxiliaire social, infirmier gradué, kinésithérapeute, analyste en biologie clinique, délégué permanent à la protection de la jeunesse, assistant en psychologie, diététicien, éducateur, ergothérapeute, logopède, laborantin, moniteur sanitaire, inspecteur adjoint d'hygiène du travail;

au rang 27 : assistant social de 1re classe, auxiliaire social de 1re classe, infirmier gradué de 1re classe, kinésithérapeute de 1re classe, analyste en biologie clinique de 1re classe, délégué permanent de 1re classe à la protection de la jeunesse, assistant en psychologie de 1re classe, diététicien de 1re classe, éducateur de 1re classe, ergothérapeute de 1re classe, logopède de 1re classe, laborantin de 1re classe, moniteur sanitaire de 1re classe, inspecteur adjoint d'hygiène du travail de 1re classe;

au rang 28 : assistant social principal, assistant social en chef, auxiliaire social principal, infirmier gradué principal, infirmier en chef, kinésithérapeute principal, analyste en biologie clinique principal, délégué permanent principal à la protection de la jeunesse, délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse, assistant en psychologie principal, diététicien principal, éducateur principal, ergothérapeute principal, logopède principal, laborantin principal, moniteur sanitaire principal, inspecteur adjoint d'hygiène du travail principal.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières relatives à certains agents des Services du Gouvernement chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène

Art. 2. Les grades d'hospitalier et d'infirmier breveté sont conférés aux lauréats d'un concours de recrutement.

Art. 3. § 1er. Le grade d'infirmier gradué est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement.

Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises, peuvent seuls participer à ce concours :

1° les candidats qui sont porteurs d'un des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée visés à l'article 1er de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière;